



## L'Espagne menace d'une potentielle prise de contrôle militaire de la Catalogne à l'approche du référendum

Par [Alejandro López](#)

Mondialisation.ca, 19 septembre 2017

[wsws.org](http://wsws.org) 18 septembre 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Histoire et Géopolitique](#), [Loi et Justice](#)

Le gouvernement conservateur du Parti populaire (PP) en Espagne poursuit sa répression du référendum sur l'indépendance catalane prévu pour le 1<sup>er</sup> octobre. Le Premier ministre Mariano Rajoy menace de mettre en œuvre une clause d'urgence de la Constitution espagnole pour bloquer le vote.

Vendredi, Rajoy est allé à Barcelone et a déclaré aux Catalans que « vous vous trompez et vous nous obligez à aller là où nous ne voulons pas aller ». La semaine dernière, le porte-parole du groupe parlementaire PP Rafael Hernando et le ministre de la justice, Rafael Catalá, ont appelé séparément à l'imposition de la clause.

L'article 155, largement qualifié d'« option nucléaire », dispose que si un gouvernement régional « ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution ou d'autres lois, ou agit de manière qui nuit gravement aux intérêts généraux de l'Espagne, le gouvernement » peut prendre le contrôle de l'exécutif régional pour l'obliger à respecter ses « obligations » ou à défendre « l'intérêt général ».

Cet article n'a jamais été invoqué. Jusqu'à récemment, même Rajoy et l'armée espagnole hésitaient à demander qu'il soit appliqué, de crainte que cela ne provoque une explosion sociale parmi les travailleurs à l'intérieur et à l'extérieur de la Catalogne.

Le Parti socialiste espagnol (PSOE) a également peur de la possibilité de l'éclatement de l'Espagne et de la possibilité que l'opposition aux menaces dictatoriales de Rajoy se développe en dehors du cadre de la politique bourgeoise espagnole. Le chef de file du PSOE, Pedro Sánchez, a répondu aux commentaires de Rajoy à Barcelone en le soutenant : « vous [Rajoy] ferez ce que vous devez faire ». Un éditorial inquiet d'*El País* du samedi, journal historiquement lié au PSOE, a noté : « Il est impossible que l'ordre démocratique et le chaos coexistent. Ce n'est pas stable. Ce n'est pas durable. Et surtout, ce n'est pas acceptable. Le gouvernement ne peut pas permettre que cette légalité parallèle s'implante davantage. »

Le langage et les actions provocateurs de Madrid rappellent la brutalité de la dictature franquiste qui a dominé l'Espagne de 1939 à 1978. Cela ne fait qu'accroître la probabilité que le référendum soit adopté.

Madrid a annoncé qu'il prendra le contrôle des finances de la Catalogne cette semaine afin de « garantir qu'aucun euro ne soit consacré à des activités illégales », selon le ministre

espagnol du Trésor, Cristobal Montoro. C'est une action sans précédent.

Le vice-président du gouvernement catalan et le chef de la Gauche républicaine de la Catalogne (ERC), Oriol Junqueras, ont déclaré que cette mesure était « un moyen dissimulé de liquider les institutions du pays [c.-à-d. La Catalogne] et une manière cachée de mettre en œuvre l'article 155 de la Constitution ». Les partis séparatistes – le Parti démocrate européen catalan (PdeCAT), l'ERC et les Candidatures de l'unité populaire (CUP) – ont jusqu'à présent continué à se préparer au référendum, organisant des rassemblements publics appelant à un vote « oui ».

La Guardia Civil paramilitaire a saisi au moins 1,3 million de dépliants et des affiches pro-référendum dans des imprimeries, a fermé 10 sites web qui font la promotion du référendum et a menacé les rédacteurs d'actualités catalans d'accusations criminelles s'ils publient des publicités pour le référendum dans leurs journaux ou sur leurs sites web. La police locale saisit également des documents pro-référendum dans les rues et relève l'identité de toute personne qui en possède.

Les 700 maires qui autorisent que des espaces publics accueillent des urnes dans leurs villes sont maintenant convoqués devant les tribunaux pour avoir ouvertement soutenu le vote. Ils ont été menacés d'arrestation s'ils n'obtempèrent pas.

Pour l'instant, le pouvoir judiciaire n'a pas cherché à arrêter le Premier ministre catalan Carles Puigdemont. Cependant, le procureur général de l'Espagne, José Manuel Maza, a menacé de le faire dans un entretien pour le quotidien *El Mundo*, ajoutant que « je n'exclus absolument pas des peines de prison ».

Le seul précédent qui existe est dans la deuxième République en octobre 1934, et il est actuellement largement discuté. Ces menaces constituent un avertissement à la classe ouvrière des énormes tensions politiques qui sous-tendent le conflit actuel. En 1934, dans le contexte de l'arrivée au pouvoir des fascistes en Allemagne, en Italie et en Autriche, le gouvernement conservateur espagnol au pouvoir avait fait entrer des ministres fascistes au gouvernement, provoquant des luttes révolutionnaires dans la classe ouvrière, en particulier dans les Asturies, lorsque les travailleurs ont tenté d'établir une commune.

En Catalogne, les autorités régionales avaient alors proclamé un État catalan qui restait partie de la République fédérale d'Espagne. L'initiative a échoué en raison d'un manque de soutien populaire et du fait que la CNT anarcho-syndicaliste (Confédération nationale du travail), soutenue par la plupart des travailleurs de la région, n'a pas soutenu le gouvernement catalan.

La répression qui a suivi a conduit à l'enfermement de milliers de travailleurs et de dirigeants politiques de gauche. Les centres politiques furent fermés, les journaux supprimés et en Catalogne, le président de la région, Lluís Companys, fut arrêté et le statut qui conférait un degré d'autonomie à la région fut annulé.

Le chef du parti anti-sécession de la Catalogne *Ciudadanos* (Citoyens), Albert Rivera, et l'ancien ministre des Affaires étrangères du PP, José Manuel García Margallo, ont tous deux fait référence aux événements de 1934.

Aujourd'hui, la presse de droite dénonce le mouvement sécessionniste catalan dans des articles aux titres tels que « La République a déjà suspendu l'autonomie de la Catalogne »

(*OkDiario*), « Le premier « État catalan » a duré 11 heures et s'est terminé derrière les barreaux »(*El Confidencial*), « Le 6 octobre 1934 : le coup qui a fini dans les égouts » (*Libertad Digital*), ou « La Catalogne de 34 : de Companys à Puigdemont » (*ABC*).

Encore une fois, comme dans les années 1930, la crise du capitalisme a connu des offensives implacables contre la classe ouvrière sous forme d'austérité profonde, d'attaques contre les droits démocratiques et d'une montée du militarisme.

La question critique est la mobilisation indépendante de la classe ouvrière en opposition à l'élite dirigeante à Madrid et aux séparatistes bourgeois en Catalogne et pour l'unité de la classe ouvrière espagnole avec leurs frères et sœurs de classe de tous les pays. Ni la balkanisation de l'Espagne, ni la croissance d'un appareil de police répressif centré à Madrid, n'offrent quoique ce soit aux travailleurs.

Les séparatistes catalans réagissent de manière frauduleuse en se posant en défenseurs des droits démocratiques. Les mêmes forces qui ont bloqué de nombreuses manifestations et grèves des travailleurs et des jeunes au fil des ans contre leurs politiques successives d'austérité dans la région se présentent maintenant comme les défenseurs de la « démocratie » contre la « répression ». Puigdemont a comparé la lutte de son mouvement séparatiste avec Madrid à la guerre civile espagnole de 1936-1939 et même à la guerre du Vietnam, disant dans un entretien télévisé : « Chaque jour est un Vietnam ».

Le parti Podemos est profondément divisé et, pour l'instant, reste en marge. Tout en s'opposant au niveau de répression imposé par Rajoy, le parti prétend que ce référendum n'est pas légal mais le soutient en tant que « mobilisation citoyenne ». En tant que défenseurs fidèles de l'impérialisme espagnol et de ses intérêts géopolitiques à l'international, ils s'opposent au séparatisme, mais, comme beaucoup dans la presse bourgeoise européenne et américaine, proposent des concessions aux nationalistes catalans pour arrêter le mouvement sécessionniste.

Le leader de Podemos, Pablo Iglesias, a déclaré que les mesures du PP mettent en danger les intérêts espagnols : « Nous ne sommes pas seulement gouvernés par des personnes corrompues, elles sont également inutiles et pyromanes et conduisent notre démocratie vers un état d'exception ».

Podemos espère que le gouvernement minoritaire du PP s'épuisera contre les sécessionnistes, ouvrant la porte à un gouvernement de coalition « progressiste » entre le Parti socialiste et Podemos qui pourrait mieux contenir à la fois la colère sociale croissante et le mouvement sécessionniste catalan.

Alejandro López

Article paru en anglais le 18 septembre 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Alejandro López](http://Alejandro López), [wsws.org](http://wsws.org), 2017

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)